

Chers amis,

Le sujet que vous abordez, la sûreté nucléaire, est fondamental. Malheureusement, il n'est pas technique et ce dernier aspect est connu depuis longtemps. Il est totalement politique. Il est à la base même des débats sur le nucléaire depuis cinquante ans.

En 1974 (cela ne me rajeunit pas!) Paul Delouvrier et Marcel Boiteux (Président et DG d'EDF à l'époque) me nommèrent responsable des questions de "public acceptance" du programme d'EDF, alors à peine amorcé. Ils me conseillèrent d'aller voir ce qui se passait aux Etats-Unis et en Allemagne, où les chantiers battaient leur plein. Je fus nommé membre étranger du comité de relations publiques de l'American Nuclear Society et introduit au ministère compétent allemand alors pronucléaire, à Bonn.

La stratégie des antinucléaires était fort claire. Ils faisaient tout pour que le débat porte uniquement sur la sûreté. Les autres aspects, en particulier l'intérêt économique, devaient disparaître. Leur but était:

- de durcir le plus possible les critères de sûreté. Afin de renchérir les coûts.
- de sortir du nucléaire par deux moyens, en le rendant non compétitif par des critères de plus en plus aberrants, ou en obtenant un rejet par une population effrayée se traduisant dans les urnes, ou plus vicieux, mais plus rapide, devant les tribunaux.

Ainsi les débats en cours aux Etats Unis et en Allemagne portaient, dans les faits, uniquement sur la sûreté. Le public voyait s'affronter des gens présentés tous comme experts. Les uns décrivaient l'atome comme peu dangereux, les autres comme effroyable. La quasi-totalité de la population (dont les juristes et les politiques) est incapable de discerner les vrais experts des faux. Donc après un débat sur le nucléaire centré sur la sûreté, la majorité pense que sur le nucléaire, il y a doute...et qu'il vaut mieux faire autre chose.

A Bonn à l'époque, le gouvernement allemand faisait campagne d'information sur campagne d'information sur la sûreté et à chaque fois, l'atome perdait des points dans les sondages, puisque le débat menait au doute pour la grande majorité des gens ! Vous savez comment cela s'est terminé, avec un épisode savoureux : la nomination comme ministre responsable de la sûreté nucléaire allemande d'un écolo pur et dur. Ce ministre s'est vanté publiquement d'avoir tellement durci les règles de sûreté que l'EPR (à l'époque franco-allemand) que celui-ci serait inconstructible! Trop de sûreté tue la sûreté ? Les opposants à l'atome s'en moquent puisque leur but est de tuer le nucléaire.

Pour les Etats-Unis, je ne partage pas l'analyse de Finon. Car les antinucléaires ont su tourner les obstacles. Les Etats Unis sont une nation fort juridique. Les antinucléaires ont alors utilisé les tribunaux. D'éminents spécialistes de la sûreté nucléaire, comme Jane Fonda, ont systématiquement porté plainte sur la sûreté. Au mieux le chantier était retardé, le temps que les juges demandent une expertise (ou deux). Pour un chantier donné, compte tenu de la décentralisation américaine, plusieurs tribunaux successifs traitaient successivement l'affaire. Cela a fortement augmenté les durées de construction, donc les coûts. Certains Présidents ont tenté de simplifier les procédures juridiques, mais les compétences des Etats ont limité leurs pouvoirs. Les recours devant les tribunaux ont pratiquement arrêté le nucléaire américain. Les durées des chantiers devenues plus longues et aléatoires font fuir les investisseurs. Le nucléaire américain aura du mal à repartir ou au mieux risque de s'essouffler rapidement. Le nucléaire US préfère l'Europe de l'Est!

En France, j'ai donc poussé à l'époque à des débats comportant obligatoirement une part importante sur l'intérêt économique de l'atome. Ce serait trop long de détailler mais sachez que durant près de

dix ans, des représentants d'EDF et du CEA ont participé à un ou deux débats par jour (années soixante-dix et début quatre-vingt). Et nous répondions durant la même période à 200 à 500 lettres par jour. Avec une grande insistance sur les questions économiques avec des questions aux écolos du genre : "Rappelez-moi, le nombre de kWh nécessaires pour créer et maintenir un emploi" (les écolos n'en savent rien et ne s'attendent pas à cette question. Donc je la recommande). En 1974, les Français étaient plutôt défavorables à l'atome. Ils changèrent vers 1977-78.

Le texte de Finon est bon, mais je crains que, comme d'autres qui l'ont précédé depuis quarante ans, il ne serve pas à grand'chose. L'un des premiers que j'ai lu dans le genre provenait de l'American Nuclear Society et datait de...1975. Aujourd'hui, les écolos n'ont toujours réussi à retourner l'opinion sur le nucléaire en France. Mais patiemment, ils ont poussé à durcir les critères de sûreté et surtout à amplifier les pouvoirs de l'Autorité de Sûreté, qui sont exorbitants. Je crains que cela soit irréversible. Les Français sont favorables au nucléaire, mais n'iront pas jusqu'à accepter une baisse du niveau de sûreté. On devrait pouvoir limiter les pouvoirs de l'ASN (en particulier ses décisions sont, dans la pratique sans recours, ce qui est illégal).

Le problème est donc toujours le même : faire prévaloir l'intérêt économique du nucléaire, en y ajoutant aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique. Se battre sur la sûreté et les autorités de sûreté est se mettre sur le terrain de l'adversaire. Il faut répondre le mieux possible sur ces sujets, mais en sachant que l'affaire est difficile à gagner. Mais surtout pas attaquer sur ces sujets.

Je connaissais fort bien le maire de Nogent sur Seine, ami de longue date. Au moment du début du projet nucléaire après maintes réunions publiques, il me demanda une rencontre en tête à tête. Il me posa une seule question : "Lionel, dis-moi vraiment si ta centrale est sûre ou pas". Je lui répondis : "Rien n'est sûr sur cette Terre, mais je crois qu'en traversant la rue une fois de plus par an, chaque habitant de Nogent prendrait plus de risques qu'en vivant à côté de la centrale". J'ai fait une réponse du même genre à Albert Denvers, député maire de Gravelines. Ceci pour vous faire comprendre la difficulté pour des politiques intelligents mais non spécialistes de juger de la sûreté nucléaire. Le texte de Finon vous confortera dans vos convictions. Ne lui demandez pas plus.

Cordialement,

Lionel Taccoen